

CFDT – CFTC – CGT – FO -FSU – SUD – UNSA

Ministère de la Culture

Ils veulent passer en force pendant l'été.

**Tous en grève reconductible au ministère de la culture
à partir du 10 juin**

Plusieurs organisations syndicales de la Fonction publique ont lancé le 29 mai un appel à la grève et aux manifestations pour le 10 juin prochain pour s'opposer à la casse de la Fonction publique via la RGPP dont l'objectif principal est la suppression massive d'emplois (35 000 à 40 000 emplois par an). Cette journée de grève vise également à s'opposer au projet de loi « *relatif à la mobilité et aux parcours professionnels* » qui sera en débat à l'Assemblée Nationale à partir de juin.

Projet de loi qui permettrait ni plus ni moins l'extension du recours aux non titulaires, le recours aux agences d'intérim et la création de la position dite «*de réorientation professionnelle*», véritable antichambre à la précarisation et à de nombreux licenciements.

Au ministère de la culture, nous nous battons depuis l'automne dans un cadre unitaire très large contre une RGPP extrêmement nocive qui s'attaque au coeur même de nos missions et de nos emplois.

Les annonces faites par Jean-François Hébert, Directeur de Cabinet, le 27 mai à l'occasion de la réunion sur la «réorganisation de l'administration centrale», confirment toutes les menaces contre l'existence de notre ministère :

- **confirmation de la fusion-dissolution des 10 directions en 3 directions générales plus un secrétariat général,**
- **pilotage politique par ce super secrétariat général, sorte de cabinet bis.**

Le ministère ne cache même plus que tout ce dispositif est au service, comme ils disent, de la «**maîtrise de l'emploi public**», «**en permettant de supprimer les doublons ...**».

Aux suppressions de postes en administration centrale (1 sur 4, 1 sur 3, 1 sur 2 ?...le Directeur de Cabinet refuse catégoriquement de répondre à cette question), s'ajoutent :

- **l'annulation de quasi tous les concours de recrutement en 2008,**
- **l'annulation de dizaines de recrutements prévus au titre d'engagements ministériels antérieurs (Archives Nationales, Manufacture des Gobelins, Versailles...).**

N'oublions pas non plus que Christine Albanel n'a renoncé en rien au démantèlement du réseau des musées nationaux assorti du projet dramatique de filialisation des activités de la Réunion des Musées Nationaux (près de 600 emplois concernés).

Rappelons que la deuxième phase des mesures RGPP devant être enclenchée au cours du mois de juin concernera à leur tour les services déconcentrés (DRAC et SDAP), l'archéologie préventive (l'Inrap), la maîtrise d'ouvrage sur les Monuments Historiques, l'enseignement supérieur, le spectacle vivant, ...

Qui plus est, le calendrier de cette vaste entreprise de démantèlement constitue une véritable déclaration de guerre en renvoyant la pseudo concertation avec les organisations syndicales à octobre pour une publication des textes avant le 31 janvier 2009. Sachant que les arbitrages sur le budget triennal (2009 à 2011) et donc sur le nombre d'emplois supprimés à la culture seront rendus cet été. Cela se passe de commentaires !

N'en jetez plus, la cour est pleine !!!

L'intersyndicale Culture appelle l'ensemble des salariés à défendre leur ministère menacé à terme de disparition, leurs missions et leurs emplois, par la grève reconductible à partir du mardi 10 juin.

Toutes et tous aux Assemblées Générales organisées d'ici au 10 juin pour décider ensemble des modalités de la grève reconductible.

Signez et faites signer la pétition nationale «Le service public est notre richesse»

N.B : Un préavis de grève a été déposé couvrant l'ensemble des personnels du ministère, de droit public et de droit privé.

Paris, le 2 juin 2008